

Perceptions et expériences à Madagascar : d'où viennent les écarts lorsque l'on mesure la corruption, la violence criminelle et la discrimination ?

A. Y. Assany et F. H. Rakotomanana*

Cet article examine les indicateurs de perception et d'expérience, fréquemment mobilisés au moyen d'enquêtes pour mesurer la corruption, la violence criminelle et les discriminations. Se focalisant sur Madagascar, nous étudions les corrélations entre ces deux types de mesures, sujettes à débat dans la littérature car insuffisamment comprises. Les résultats montrent que les perceptions et les expériences sont, sauf pour la discrimination, faiblement corrélées. De plus, nous trouvons que l'exposition aux médias, l'éducation, la confiance et le contact avec l'administration sont des facteurs qui jouent significativement sur les deux types de mesures, expérience et perception. Ces facteurs peuvent influencer de façon similaire, témoignant d'une convergence entre les deux mesures, ou dans un sens opposé, montrant une différence des phénomènes captés. Nous mobilisons pour cet article les données de l'enquête « Gouvernance, Paix et Sécurité » (GPS-SHaSA), représentative à l'échelle nationale et régionale de la population adulte malgache en 2015.

Introduction

La fondation Ibrahim Mo a observé que près de la moitié des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ne sont pas directement quantifiables. Moins de 20 % d'entre eux sont accompagnés d'un indicateur mesurant les progrès réalisés. Enfin, seuls 40 % des indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations unies (ONU) disposent de suffisamment de données pour permettre un suivi rigoureux en Afrique (Ibrahim Mo, 2019). Ces constats invitent à examiner le caractère informatif des données existantes en Afrique, qui progressent déjà en matière de gouvernance¹.

Deux types d'indicateurs sont souvent mobilisés pour aborder un certain nombre de dimensions de la gouvernance, de la paix et de la sécurité : la perception

des individus et, plus récemment, leur expérience auto-rapportée, considérée comme plus objective². Cependant, le caractère informatif de ces indicateurs, leurs corrélations et leurs déterminants demeurent insuffisamment compris et encore sujets à débat. Dans la littérature économique, une hypothèse sous-jacente est que la perception serait un proxy de l'expérience, notamment via sa capacité à mesurer l'inobservable³ et à donner une image élargie du concept d'intérêt (Kaufmann et al., 2006). Une autre hypothèse, remettant la première en cause, avance que la perception et l'expérience mesurent plutôt deux aspects différents, voire complémentaires. Cette dernière hypothèse s'illustrerait notamment par leurs faibles corrélations, ou par leurs effets parfois divergents sur une même variable (Abramo, 2008 ; Ambrey *et al.*, 2014 ; Agerberg, 2020).

¹ Sur le suivi de l'ODD 16, l'Afrique est leader en matière de stratégie de mesure de la gouvernance. Le dispositif GPS-ShASA de l'Union africaine en est une bonne illustration (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2016).

² Une manière de passer des opinions aux faits (Gutmann *et al.*, 2020).

³ Inobservable administrativement.

Les conclusions autour des informations contenues par ces deux mesures restent à ce jour non tranchées. La démonstration des hypothèses autour des perceptions (P) et des expériences (E)⁴ en tant que proxy reste encore à faire, à partir de données empiriques. Cela est d'autant plus important que de célèbres indicateurs de perception, tels que l'Indice de perception de la corruption de *Transparency International* ou le *Control of Corruption* de la Banque mondiale, servent encore de bases aux prises de décisions de nombreux bailleurs de fonds, de gouvernements, d'investisseurs et même aux analyses de certains chercheurs.

Si nous considérons que les indicateurs de P et d'E mesurent les mêmes aspects d'un concept, nous devrions alors nous attendre à ce qu'ils soient fortement corrélés et que ces derniers partagent des déterminants communs. Le premier objectif de cet article méthodologique est ainsi d'étudier empiriquement leurs liens. Cela permettra de déterminer, via l'ampleur et le sens de leurs corrélations, s'ils peuvent être considérés comme des *proxys* équivalents. De plus, nous analyserons les déterminants potentiels de chaque indicateur pris séparément afin d'identifier les sources de déviations ou de convergences entre les deux mesures. L'apport principal de cet article est d'étudier simultanément trois dimensions de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, à savoir la corruption, la discrimination et la violence criminelle, toutes approchées par ces deux types de mesures⁵. Nous mobilisons pour cela les données d'enquêtes GPS-SHaSA, fournissant un riche échantillon représentatif au niveau national et régional de 7 166 adultes malgaches interrogés en 2015.

L'article s'organise de la manière suivante : dans un premier temps, nous proposons un aperçu rapide du contexte à Madagascar ainsi que la littérature associée à notre sujet. Nous présentons ensuite les données à disposition, les estimations et les statistiques descriptives clés. Enfin, nous exposons et discutons les résultats, avant de terminer par une conclusion.

Revue de la littérature

Madagascar est caractérisé par une trajectoire économique récessive depuis son indépendance. Elle a été marquée par des épisodes quasi-cycliques de crises socio-politiques (quatre), rompant chaque court épisode de croissance. Une de ses conséquences a été d'amener le niveau de pauvreté à 90 % au seuil international, avec un secteur informel à environ 80 % (Razafindrakoto *et al.*, 2017). En 2019, l'indice de développement humain était à 0,528 et Madagascar enregistrait un score de 24/100 pour l'indice de perception de la corruption. La population est à 80,5 % rurale, selon le dernier recensement de population (INSTAT, 2018). Une autre

particularité de Madagascar, qui en fait un choix pertinent pour cette étude, est la déconnexion observée entre un sentiment d'insécurité exprimé par la moitié de la population et sa faible victimation (moins de 10 %). Ce dernier constat a même amené certains chercheurs à le caractériser comme un tabou de la violence (Razafindrakoto *et al.*, 2017).

Corruption, criminalité et discrimination : définition des concepts

Cette section définit les concepts de corruption, de violence criminelle et de discrimination. Les définitions présentées ici s'inspirent principalement du cadre proposé par l'ONU dans son récent guide sur les statistiques de la gouvernance (Groupe de Praia et UNSD, 2020).

Il n'existe pas de consensus autour d'une définition unique de la corruption, étant donné la pluralité de ses formes (pots-de-vin, fraudes, détournements de fonds, etc.). Mais elle est généralement définie comme l'abus d'une fonction publique ou privée à des fins de bénéfice personnel. La corruption peut être caractérisée par sa nature (corruption législative/politique, en opposition à la corruption bureaucratique), son ampleur (grande ou petite corruption) et son secteur (privé ou public). Par conséquent, une variable d'E rapportant des pots-de-vin versés à des fonctionnaires correspondra davantage à la corruption administrative et à la petite corruption dans le secteur public.

La violence criminelle peut être définie comme les actes et comportements individuels, prohibés par le droit pénal, visant à infliger, menacer ou tenter d'infliger des dommages physiques sur les autres individus. La violence de ces actes peut soit être l'objectif criminel en lui-même, soit être la méthode visant à atteindre un objectif criminel (ex : homicide, agressions, viols, vols, cambriolages, vandalismes, etc.) (Rosenfeld, 2009)⁶. Elle est directement liée aux notions de sûreté et de sécurité. La première se réfère à la condition d'absence de menaces et de risques pour les individus, les ménages et les communautés. La seconde concerne les activités, les politiques et les institutions développées et mises en œuvre par l'État pour assurer la sûreté des citoyens. Dans cet article, nous nous concentrons uniquement sur l'aspect de la sûreté concernant les menaces liées à la violence criminelle, puisque nous considérons la P de la criminalité et la victimisation.

D'après le droit international relatif aux droits de l'homme, la discrimination désigne « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence ou tout autre traitement différencié fondé directement ou indirectement sur des motifs de discrimination prohibés (ex : la couleur de peau, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, le handicap), et qui a pour

⁴ Nous désignerons à partir de là par P les perceptions et par E les expériences.

⁵ Pour les autres mesures possibles, voir Groupe de Praia et UNSD (2020).

⁶ Définition non consensuelle mais la plus proche de notre approche.

but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique ». La discrimination peut être formelle (par le biais de lois explicites ou de documents officiels) ou substantielle (par le biais de comportements, d'attitudes et de conditions à l'encontre d'individus ou de groupes). En outre, elle peut être directe (un individu est traité moins favorablement qu'une autre personne dans une situation similaire) ou indirecte (des lois et des politiques aux apparences neutres, mais qui sont discriminatoires pour des groupes spécifiques). L'E de la discrimination peut alors être considérée comme une mesure de la discrimination directe et substantielle.

La corruption, la violence criminelle et la discrimination partagent ainsi la nature commune d'être abstraites, illégales, cachées et immorales. Il est donc difficile de les observer objectivement sans prendre le risque de les sous-estimer. De nos jours, ils sont tous abordés sous l'angle des P et des E au moyen d'enquêtes nationales et internationales⁷. Ces caractéristiques justifient l'intérêt et la pertinence de leur étude simultanée.

Perceptions et expériences : avantages, limites et écarts

La mesure de ces concepts par le biais des P et des E a alimenté des débats sur leurs utilisations. Cette section présente brièvement la discussion autour des données de P. Elle expose leurs avantages supposés, leurs inconvénients et quelques suggestions d'intérêt concernant la corrélation avec les indicateurs d'E.

Il existe un scepticisme de la part des économistes à l'égard de certaines données subjectives. Cette méfiance est liée à une approche traditionnelle de ne croire qu'en ce que les gens font et non en ce qu'ils disent (Bertrand et Mullainathan, 2001). Mais la difficulté à mesurer des concepts larges et difficilement observables a tout de même conduit à une théorie sous-jacente. Lorsque les informations provenant de mesures objectives sont jugées limitées (ou indisponibles), les P sont supposées être plus performantes. Ces dernières le seraient grâce à leur capacité à mesurer des phénomènes non observables et à donner une image élargie de la variable d'intérêt (Kaufmann *et al.*, 2006 ; Jahedi et Mendez, 2014). L'idée est que comparer des pays sur la corruption, la criminalité ou la discrimination en utilisant les registres de la justice et/ou de la police, peut conduire au risque de comparer l'efficacité des institutions plutôt que les niveaux réels des concepts d'intérêt. Les données administratives sont d'ailleurs sujettes à un risque de biais de sélection, en ne captant que les individus en contact avec

l'administration. La production et l'usage d'indicateurs de P en économie avaient ainsi été légitimées (Kaufmann *et al.*, 2006).

Mais l'utilisation croissante des P a aussi été reçue avec de fortes réserves de la part de certains économistes et chercheurs d'autres disciplines (psychologues, politologues). Elles sont soupçonnées d'être influencées par des facteurs de natures diverses, comme la désirabilité sociale, ou d'autres mécanismes cognitifs tels que les heuristiques de jugement (Bertrand et Mullainathan, 2001 ; Kahneman, 2011). Elles sont accusées d'être influencées par des idéologies, des croyances politiques et des opinions préalables (Razafindrakoto et Roubaud, 2010 ; Flynn, 2017). De récentes études concluent même que les individus sont mauvais dans l'estimation des niveaux réels d'inégalités (Gimpelson et Treisman, 2018).

Par ailleurs, les corrélations avec leurs contreparties objectives sont la plupart du temps faibles, voire insignifiantes ou négatives (Abramo, 2008 ; Gutmann, 2020). L'hypothèse étant que si deux indicateurs mesurent effectivement le même objet, alors ils devraient être fortement corrélés. Olken (2009) a été parmi les premiers à prouver, par le biais de comparaison avec des audits rigoureux, les limites de l'utilisation unique des P pour mesurer la corruption en Indonésie. Mais il a également démontré leur valeur informative, tout comme Jahedi et Mendez (2014). Ces derniers suggèrent que les indicateurs objectifs et subjectifs, même faiblement liés, contiennent des informations complémentaires. L'enjeu est donc aussi de davantage comprendre l'origine de ces faibles corrélations.

Corruption, violence criminelle et discrimination : les faibles corrélations

La littérature a révélé des incohérences dans les corrélations entre les deux types de mesure (E et P). Cela a produit notamment des débats sur les origines de ces liens faibles. Cette revue présente la littérature relative à chaque concept, afin de relever les éventuels déterminants communs de ces corrélations.

Sur la corruption, la majorité des études trouvent que de nombreuses variables prédisent mieux les P que les E (Abramo, 2008 ; Rose et Mischler, 2010 ; Dontchev et Ujhelyi, 2014). Ces dernières peuvent notamment inclure les caractéristiques sociodémographiques. Olken (2009) avait remarqué que les hommes et les plus éduqués reportaient des P de la corruption plus élevées dans le cadre d'un audit sur un projet routier en Indonésie. Dontchev et Ujhelyi (2014), dans une étude multi-pays, montrent que les jeunes, les plus éduqués et les étudiants perçoivent une corruption plus répandue pour une E donnée. L'âge présentait un effet significatif mais non linéaire, avec un effet positif puis négatif autour de 50 ans. Gutmann *et al.* (2020) ont trouvé des

⁷ Voir ICVS, WBES, GCB, Afrobaromètre, GPS-SHaSA, Latino baromètre, Eurobaromètre, TeO, etc.

effets opposés à ceux de Dontchev et Ujhelyi (2014). En utilisant les enquêtes *Global Corruption Barometer*, ils constatent que les hommes, les protestants, les hauts revenus et les chômeurs perçoivent moins la corruption que les autres, l'éducation et l'âge étant non significatifs. A cela peuvent s'ajouter des facteurs d'ordre politique, ou liés aux connexions sociales. Olken (2009) avait observé qu'avoir des activités sociales, vivre à proximité du projet "corrompu" ou avoir des relations personnelles avec les responsables du projet était associé à une moindre P de la corruption du projet d'infrastructure chez les villageois. Agerberg (2020) argumente l'existence de biais politiques dans les opinions citoyennes sur la corruption en Roumanie (pro gouvernement vs. opposition). Il a aussi trouvé que l'E auto-déclarée de la corruption était soumise à un biais de désirabilité sociale (sous-déclaration). Rose et Mischler (2010), en Russie, ont constaté que les E étaient non significatives, de même que l'âge, l'éducation, le statut social, le quartile de revenu et les contacts avec les fonctionnaires dans la prédiction de la P. Cependant, ils ont constaté que les médias et les informations provenant d'autres sources que les E, comme la communauté et les connexions sociales, pouvaient expliquer une partie de ces écarts.

La relation entre le sentiment d'insécurité et l'E de la violence criminelle, même si positive, est généralement faible (Perdomo *et al.*, 2013). Des études théoriques et empiriques ont été développées afin de comprendre les déterminants du sentiment d'insécurité et de la P de la criminalité (pour une revue, voir Doran et Burges, 2012). Il existe un consensus clair sur le fait que les mauvaises conditions matérielles (graffitis, état des logements, ordures, etc.) et les opinions négatives sur la police sont associées à une augmentation du sentiment d'insécurité. De plus, les théories de la vulnérabilité physique et sociale soutiennent que le sentiment d'insécurité serait plus grand chez les personnes les moins capables de se défendre, ou qui sont moins capables de prévenir la criminalité et de s'en remettre. Plusieurs preuves ont notamment démontré que les femmes, les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les chômeurs ou les personnes peu instruites se sentent moins en sécurité que les autres (Perdomo *et al.*, 2013 ; Doran et Burges, 2012). Moins testée que les autres théories, la théorie du capital social ou des réseaux sociaux souligne le rôle de l'appartenance à une communauté et des réseaux sociaux dans la formation de la P de la criminalité et du sentiment d'insécurité. Parmi ces rares études empiriques sur cette dernière théorie, Barton *et al.* (2017) ont mis en évidence, dans une analyse spatiale, que les individus les plus intégrés socialement dans leur communauté, par la confiance envers les autres et l'implication dans la communauté de voisinage, sont davantage associés à un moindre sentiment d'insécurité

Sur la discrimination, le débat est du même ordre. Il est de plus en plus reconnu que les P de la discrimination ne correspondent pas nécessairement aux mesures

objectives (Duncan *et al.*, 2018 ; Gimpelson et Treisman, 2018 ; Auer et Ruedin, 2019). Cependant, il n'existe pas de consensus sur les raisons pour lesquelles certaines personnes se sentent plus discriminées que d'autres, ou sont plus susceptibles de signaler une discrimination dans une enquête (Auer et Ruedin, 2019). Par ailleurs, comparée à la corruption et à la criminalité, la discrimination est le concept dont la relation entre E et P a été le moins étudié empiriquement. Cela est probablement lié à l'interprétation ambiguë d'une « E » de discrimination, qui pourrait davantage se rapporter à une émotion qu'à une réalité. Brimbaum *et al.* (2018) semblent aller dans le sens de cet argument selon lequel les écarts pourraient aussi se trouver dans la mesure choisie. Cela dit, nous pouvons citer quelques déterminants présentés par la littérature, notamment les facteurs cognitifs et idéologiques.

La revue de Kraus *et al.* (2019) sur les inégalités économiques raciales aux États-Unis souligne qu'elles sont largement sous-estimées dans certains contextes. Ils ont identifié, parmi d'autres facteurs, le rôle du raisonnement motivé. Il peut conduire un individu à ne se concentrer que sur les informations confirmant ses croyances et idéaux. Les Américains blancs et riches seraient ainsi plus motivés à percevoir la société comme juste et équitable que d'autres groupes. Ils expliqueraient leur statut social davantage à travers l'idée du mérite individuel, que sur la persistance de discriminations raciales ou de classes. Flynn *et al.* (2017) identifient comme sources de raisonnement motivé l'adhésion aux partis politiques, l'éducation, le rôle des médias et les élites. Gründler et Köllner (2017) ainsi que Gimpelson et Treisman (2018) ont d'ailleurs constaté que les politiques gouvernementales de redistribution étaient plus influencées par la P des inégalités que par les inégalités réelles. Ils ont relevé le rôle critique des canaux d'informations, comme les médias et la communauté, et le rôle des préférences politiques.

Notre article, en plus d'analyser simultanément les trois concepts, se démarque par son approche. L'objectif sera d'analyser la P et l'E à la même échelle. Qu *et al.* (2019) partaient également d'un principe similaire. Ils ont choisi d'étudier les erreurs standards d'indices de P de la corruption (IPC-TI et CoC-WB), plutôt que de les comparer à d'autres proxys, dont ils jugent périlleux de hiérarchiser leurs distances à la réalité. Les P ne seront ainsi pas analysés sous le prisme des biais, comme cela a souvent été le cas. Nous émettons l'hypothèse que si les P et les E mesurent le même objet alors on doit s'attendre à ce qu'elles soient corrélées et partagent des déterminants communs.

Les données

L'initiative GPS-ShaSA

Nous mobilisons les données de première main issues des enquêtes « Gouvernance, Paix et Sécurité » (GPS-

SHaSA). Ces modules ont été développés par la Commission de l'Union africaine dans le cadre de l'initiative SHaSA (Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique). Ils sont conduits par les instituts nationaux de la statistique (INS) avec l'assistance scientifique de chercheurs de l'unité mixte de recherche Développement Institution et Mondialisation (DIAL) de l'IRD.

Ces modules rapportent les P et les E des citoyens sur divers aspects de la gouvernance, de la paix et de la sécurité. Ils sont greffés à des enquêtes sur le marché du travail et sur les conditions de vie des ménages. La méthodologie de ces enquêtes greffées est basée sur des expériences antérieures de pays d'Afrique et d'Amérique latine, dont Madagascar est le premier initiateur. Ils ont déjà été réalisés dans plus de 9 pays d'Afrique Subsaharienne depuis 2012 et continuent à en intégrer d'autres (Razafindrakoto et Roubaud, 2018). Ils sont à la fois représentatifs au niveau national et régional. La diversité des caractéristiques individuelles et des ménages permet une analyse approfondie des réponses. Les enquêtes sur ces sujets, à l'exception de la corruption, sont relativement rares en Afrique. En effet, la plupart des études/enquêtes existantes sur la criminalité et la discrimination sont principalement axées sur les pays occidentaux ou latino-américains. En ce sens, les données dont nous disposons constituent un apport précieux pour la littérature empirique.

Sur la qualité de ces données, Calvo *et al.* (2019) n'ont trouvé aucun biais lié à une peur de l'Etat. Les auteurs ont comparé les réponses de GPS-SHaSA (INS) à celles d'Afrobaromètre (indépendant) sur un ensemble de questions sensibles formulées de manière similaire. Ils n'ont trouvé aucun biais positif systématique dans les enquêtes GPS-SHaSA, rejetant l'hypothèse d'un biais de désirabilité lié à l'Etat. Les données peuvent donc être considérées comme fiables de ce point de vue.

A Madagascar, ces modules ont été greffés à la phase 1 des enquêtes 1-2-3 en 2015 (P1-E123). Ils fournissent des informations variées sur les conditions de vie des ménages et leurs situations sur le marché du travail formel et informel. L'enquête offre ainsi de nombreuses possibilités de contrôles. L'échantillon contient 7 166 individus de plus de 18 ans. En 2015, la population adulte malgache était en grande majorité constituée de ruraux et de 51 % de femmes (voir le tableau 4 en annexe). Plus de 66 % des individus avaient moins de 45 ans et la taille moyenne des ménages était d'environ 5 personnes. 20 % n'étaient jamais allés à l'école et uniquement 3 % avaient atteint le cycle tertiaire. Enfin,

90 % étaient des actifs occupés et 82 % appartenaient au secteur informel.

Statistiques descriptives

Profils et corrélations des P et des E

Le premier objectif de ce papier est de confirmer ou non les tendances observées dans la littérature sur les corrélations entre P et E. Nous avons construit pour cela des variables binaires à partir des questions suivantes :

Corruption des fonctionnaires

- E : « Avez-vous (vous ou d'autres membres de votre ménage) été victime de la corruption des fonctionnaires au cours de l'année écoulée ? » (0=Non ; 1=Oui)⁸
- P : Dans quelle mesure les groupes suivants [ici Fonctionnaires (en général)] sont impliqués dans la corruption ? (0= Aucun ou Peu ; 1= Tous ou Souvent)

Violence criminelle

- E : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vécu les situations suivantes ? [une liste de cas de violence ou atteintes aux biens est présentée]⁹ » (0=Aucune ; 1= Au moins une)
- P : Quel est votre niveau d'inquiétude concernant la probabilité que vous soyez victime de criminalité dans les douze prochains mois ? (0=Pas du tout ou Pas vraiment ; 1=Très ou plutôt probable)

Discriminations

- E : « Les gens sont parfois discriminés suivant leurs caractéristiques personnelles. Dans le pays, avez-vous déjà été victime de discrimination due à votre [...]10 ? » (0=Non ; 1=Oui)
- P : « Les gens sont parfois discriminés suivant leurs caractéristiques personnelles. Dans le pays, Pensez-vous qu'il y a des discriminations liées à[idem] ? » (0=Non ; 1= Oui)

Le tableau 1 présente les proportions associées aux P et aux E de chaque concept. De plus, il précise la place qu'occupe les « compliers » et les « déviants ». Nous nommons « compliers » les profils où les P et les E coïncident. Il s'agit ainsi des individus qui ne perçoivent pas et n'ont aucune E, ou ceux qui perçoivent et ont eu une E. Les profils « déviants » perçoivent sans E ou ont une E sans percevoir.

Les écarts sont notables. En effet, parmi ceux ayant été en contact avec l'administration, 62,1 % des individus trouvent que les fonctionnaires sont corrompus, quand

⁸ L'expérience de corruption des fonctionnaires ne contient que ceux ayant déjà eu un contact avec l'administration (4877).

⁹ a) Quelqu'un s'est introduit sans autorisation dans votre domicile et a volé ou essayé de voler quelque chose ; b) Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre domicile, votre magasin ou tout autre bien appartenant à vous ou à votre ménage ; c) Quelqu'un vous a volé en dehors

de votre lieu de résidence ; d) Vous avez été victime d'une agression (coups, gifles, bousculades, coups de poing, etc.) ; e) Vous avez été victime de harcèlement sexuel (viol, tentative de viol ou autres formes de harcèlement).

¹⁰ Ethnicité ; Région ; Religion ; Situation économique (pauvreté) ; Sexe ; Handicap ; Orientation sexuelle.

seulement 11,1 % déclarent avoir eu une E de corruption auprès d'eux. Par ailleurs, 40,1 % déclarent qu'ils seront probablement victimes de violence criminelle les 12 prochains mois quand 8,9 % en ont été victimes l'an passé. Enfin, avec un écart moins important, 47,8 % pensent qu'il existe de la discrimination dans le pays tandis que 15,9 % en ont été victimes. Conformément à la littérature, les P ne reflètent que peu les E. Nous remarquons que sur les trois concepts, la corruption est le problème majeur si nous faisons un classement sur la base du niveau de P du phénomène. En faisant de même sur la base des E, ce sont en revanche les discriminations qui apparaissent comme le problème le plus préoccupant. Ces chiffres rappellent une fois de plus la sensibilité des classements aux indicateurs choisis.

L'analyse des « déviants » et des « compliers » détaille davantage le constat. En effet, le profil « déviant » « P sans E » est le plus répandu pour la corruption (54,5 %). Il est moins courant pour la violence criminelle et la discrimination, bien que non négligeable (35,4 % et 34,4 %). Concernant la discrimination, il est à noter que le profil « complier » « P avec E » est le plus répandu parmi les trois concepts. En effet, 15,9 % des Malgaches ont été victimes de discriminations et 15,4 % l'ont été tout en dénonçant qu'il en existe dans le pays. Ce profil représente 96,9 % des E de discriminations, plus de la moitié des E de violence criminelle (4,7/8,9) et plus de deux tiers des E de corruption (7,6/11,1). Ceci suggérerait qu'une E de discrimination se manifeste mieux dans la P que ça n'est le cas pour les autres concepts. Cela pourrait aussi être lié à la nature d'une discrimination, plus difficile à détecter même pour la victime. L'E de la discrimination pourrait être plus subjective que l'E de la corruption et la criminalité, justifiant son lien plus fort à la P et l'importance des profils « compliers ». Ces possibilités mériteraient d'être investiguées davantage.

La matrice de corrélations (tableau 2) confirme et complète l'analyse. Elle montre des corrélations significatives entre les E et les P (à 0,1 %). Cela

Tableau 2

Matrice de corrélations : corruption, criminalité et discrimination

	E_Corr Corruption	E_Disc Discrimination	E_Crim Violence/crim	P_Corr Corruption	P_Discr Discrimination	P_Crim Violence/crime
E_Corr	1,00					
E_Disc	0,10***	1,00				
E_Crim	0,13***	0,11***	1,00			
P_Corr	0,05***	0,06***	0,05***	1,00		
P_Discr	0,08***	0,43***	0,08***	0,16***	1,00	
P_Crim	0,09***	0,04**	0,08***	0,05***	0,02	1,00

* $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$

Source : Calculs des auteurs. GPS-SHaSA, INSTAT, Dial-IRD.

Note : Pearson pairwise correlations.

conforte l'hypothèse que les deux indicateurs partagent des informations communes. Néanmoins, même s'ils sont significatifs, les coefficients de corrélation sont faibles et parfois même proches de zéro (0,05 pour la corruption et 0,08 pour la criminalité). Ces faibles liens suggèrent que les E et les P captent majoritairement des aspects différents, surtout pour la corruption et la criminalité. Les variables de discrimination, confirment l'analyse du tableau 1 en présentant une corrélation bien plus élevée (0,43), même si un écart est toutefois observé.

Enfin, une dernière tendance intéressante est que les trois concepts (vécus et perçus) sont également significativement corrélés entre eux, même si à des amplitudes faibles.

Tableau 1

Déviants et compliers

	Corruption*		
	E=0	E=1	Total
P=0	34,4 %	3,5 %	37,9 %
P=1	54,5 %	7,6 %	62,1 %
Total	88,9 %	11,1 %	100 % (4877)
	Violence criminelle		
	E=0	E=1	Total
P=0	55,7 %	4,2 %	59,9 %
P=1	35,4 %	4,7 %	40,1 %
Total	91,1 %	8,9 %	100 % (7165)
	Discrimination		
	E=0	E=1	Total
P=0	51,7 %	0,5 %	52,2 %
P=1	32,4 %	15,4 %	47,8 %
Total	84,1 %	15,9 %	100 % (7166)

Source : Calculs des auteurs. GPS-SHaSA, INSTAT, Dial-IRD.

Notes : * Pour la corruption, ne sont incluses que les personnes ayant déjà été en contact avec l'administration au cours des 12 derniers mois.

L'approche méthodologique

Nous avons démontré précédemment que les P et les E des phénomènes sont significativement liées, mais faiblement (sauf la discrimination). Le second objectif de ce papier est d'identifier les sources d'hétérogénéité ou de convergence des deux indicateurs.

Comme approche, nous ne régressons pas dans un même modèle la P sur l'E, comme cela a souvent été fait, notamment pour la corruption (Dontchev et Ujhelyi, 2014 ; Gutmann, 2020). Nous considérons qu'il est plus intéressant, pour l'objectif méthodologique de ce papier, d'identifier séparément les variables prédictives de chaque proxy afin d'en déterminer les informations communes.

Notre méthode implique d'avoir deux régressions logistiques par phénomène étudié (Voir (1) et (2)), ce qui fera un total de 6 régressions. Nous estimons, pour un individu i , de la région j , l'effet associé de chaque variable prédictive $X_{i,j}$ sur la probabilité de perception $Perc_{c,i}$ ou d'expérience $Exp_{c,i}$ du phénomène c . Il s'agira ainsi d'une analyse en termes de corrélations et nous n'inférerons pas de relations de causalité. En effet, notre intérêt est porté sur l'association des variables à la variation des proxys.

$$(1) \quad Perc_{c,i,j} = \alpha + \gamma * X_{i,j} + \mu_j + \varepsilon_{c,i,j}$$

$$(2) \quad Exp_{c,i,j} = \alpha + \gamma * X_{i,j} + \mu_j + \varepsilon_{c,i,j}$$

Le choix des variables prédictives $X_{i,j}$ s'est fait sur la base de la littérature revue précédemment. Les caractéristiques socio-éco-démographiques ont été avancées comme des facteurs potentiels d'hétérogénéité de la P et des E (Treisman, 2007 ; Doran et Bruges, 2012 ; Flynn *et al.*, 2017). Nous incluons donc le fait d'être une femme (binaire), la ruralité (binaire), l'âge (catégorielle), l'éducation (catégorielle), la religion (catégorielle), les revenus (quartiles), le statut matrimonial (catégorielle), les caractéristiques du ménage (taille du ménage (semi-continue) et l'affiliation au chef (catégorielle)).

Nous ajoutons également des caractéristiques plus spécifiques, que nous avons aussi identifiées dans la littérature. Nous porterons une attention particulière sur certaines d'entre elles. Nous intégrons ainsi l'engagement associatif¹¹ (binaire), l'exposition aux médias¹² (binaire), l'appartenance au secteur public (binaire), le contact avec l'administration (binaire) et la confiance en l'administration (binaire). Afin de contrôler des spécificités régionales inobservables, nous appliquons des effets fixes régions μ_j . Toutes les estimations sont robustes, avec clusters à l'échelle des zones de dénombrement.

¹¹ Egal à 1 si membre ou dirigeant d'au moins une association (locale/quartier, religieuse, professionnelle, familiale, tontine, parti politique, autres).

Résultats

Les résultats des six régressions sont présentés dans le tableau 3 en annexe. Nous avons estimé la P (Perc_) et l'E (Exp_) de chaque concept dans l'ordre suivant : (1)(2) corruption ; (3)(4) violence criminelle ; (5)(6) discrimination.

Plusieurs caractéristiques sont apparues comme des prédicteurs significatifs d'une part des divergences mais aussi des convergences entre les P et les E. Nous analyserons d'abord les variables d'intérêt que nous avons considérées comme principales, à savoir la confiance et le contact avec l'administration, l'exposition aux médias et l'éducation. Nous relèverons ensuite rapidement les autres sources d'hétérogénéités.

Confiance en l'administration

Avoir confiance en l'administration est négativement associé, *ceteris paribus*, à tous les indicateurs de corruption, de violence criminelle et de discrimination, avec une significativité à 1 % (non significatif pour l'E de la violence criminelle). La corruption, peu importe sa mesure et conformément à la littérature, est ainsi associée à une plus faible confiance institutionnelle. En détaillant davantage, nous observons que cette association négative semble plus importante avec la P (odds ratio à 0,285) qu'avec l'E (odds ratio à 0,593). Ces résultats vont dans le sens de Lavallée, Razafindrakoto et Roubaud (2008) et Morris & Klesner (2010). Ils reconnaissent que la corruption vécue et (surtout) perçue peut détériorer l'intégrité de l'Etat telle que vue par ses citoyens (la confiance), qui elle-même pourrait créer les conditions favorables aux comportements de corruption.

Pour la violence criminelle, cette relation négative avec la confiance est aussi observée (odds ratio à 0,431), mais n'est significative qu'avec la P. L'interprétation peut être double. D'une part, une faible confiance en l'intégrité et la capacité des institutions à assurer la sécurité publique peut produire un sentiment d'insécurité. En effet, cela peut se traduire par une plus grande P du risque d'être victime de criminalité, si nous considérons que ces institutions ne désincitent pas suffisamment l'émergence d'actes de délinquance et d'infractions. La théorie du *Broken windows*, décrivant l'effet de l'environnement (dont institutionnel) sur le sentiment d'insécurité, est dans cet esprit (Doran et Burgess, 2012). D'autre part, nous pouvons aussi imaginer qu'un sentiment d'insécurité peut engendrer une impression d'absence ou d'inefficacité des institutions en charge de la sécurité publique, qui se traduirait par moins de confiance à leur égard. La confiance, n'étant pas liée significativement avec l'E de

¹² Egal à 1 si l'individu dispose d'une télévision avec au moins une chaîne active, un téléphone portable ou un ordinateur avec une connexion internet.

la violence criminelle, explique ainsi une part de l'écart entre les deux types de mesure.

La discrimination semble se démarquer dans l'amplitude des liens. Toutes choses égales par ailleurs, les chances de penser qu'il existe de la discrimination dans le pays (ou dire en avoir été victime), par rapport à ceux qui ne le pensent pas (ou ceux qui disent ne pas l'avoir été), sont 0,54 (0,56) fois moins grandes chez ceux ayant confiance en l'administration par rapport à ceux n'en ayant pas confiance. Percevoir ou vivre une discrimination dans le pays pourrait ainsi se traduire par une baisse de la confiance envers les institutions. La raison se trouverait probablement dans leur incapacité perçue à prévenir, éradiquer ou (vouloir) juger l'occurrence de discriminations. Dans l'autre sens, nous pourrions aussi penser que la défiance préalable des citoyens, vis-à-vis de l'intégrité des institutions, peut les amener à les juger plus sévèrement. Leurs incapacités à réduire les discriminations pourraient ainsi inciter à en déclarer davantage dans l'enquête. Les coefficients sont quasiment similaires pour la P et l'E (respect. 0,54 et 0,56), comparé à la corruption et la violence criminelle. Cela pourrait confirmer qu'une discrimination vécue se reflète bien mieux dans la P (voir le tableau 4 en annexe), et qu'ainsi les effets associés des deux variables avec la confiance seraient nécessairement proches. Ou alors, cela pourrait refléter notre précédente remarque sur la dimension subjective de l'E de discrimination. En effet, les coefficients pourraient être similaires car les mesures le sont. Cela mériterait d'être discuté et contribuerait à la réflexion de Brimbaum *et al.* (2018).

En somme, la conclusion à ce stade est que la confiance est un prédicteur commun des deux mesures de la discrimination. Cela est aussi le cas (dans une moindre mesure) de la corruption. Cependant, pour la violence criminelle, c'est un facteur d'hétérogénéité.

Contact avec l'administration

Le contact n'explique pas la P de la corruption. En effet, cela signifie qu'il n'est pas nécessaire d'être en interaction avec l'administration pour la penser corrompue, ou que la P de la corruption de l'administration n'influence pas le contact avec cette dernière. Nous pensons qu'il s'agit du reflet de la faible corrélation avec l'E de la corruption, dont le contact est une composante intrinsèque. Cette variable est donc un facteur confirmé (et intuitif) de divergence avec l'E, allant dans le sens de Kaufmann *et al.*, (2006).

A 1 % de significativité, *ceteris paribus*, le contact avec l'administration est associé au fait de : percevoir une plus grande probabilité d'être victime de criminalité les 12 prochains mois (1,649) ; d'avoir déjà été victime de violence criminelle (1,505) ; dénoncer l'existence de discriminations (1,394) ; et déclarer en avoir été victime (1,544). La proximité et le sens des coefficients

montrent qu'il s'agit d'une variable commune aux deux indicateurs de chaque concept. Les interprétations de causalité peuvent aller dans les deux sens.

D'un côté, les individus ayant été victimes de criminalité pourraient être plus susceptibles d'entrer en contact avec l'administration (police ou justice), notamment pour reporter l'E vécue. L'effet positif du contact sur l'E de criminalité est moins intuitif. Par ailleurs, un individu se sentant en insécurité serait plus susceptible d'interagir avec l'administration pour assurer sa sécurité. Il se pourrait aussi qu'un individu ayant été en contact avec l'administration (ex : la police), n'en ayant pas été satisfait, la considérerait moins fiable ou compétente pour garantir sa sécurité.

La relation positive entre les discriminations (perçues et vécues) et le contact reflète, selon nous, la présence de discriminations dans les institutions à Madagascar. Un individu ayant été témoin (ou victime) d'une discrimination lors d'un contact avec l'administration serait donc plus susceptible de dire qu'il en existe (effet de contact sur P ou E). L'interprétation inverse serait qu'un individu, victime ou témoin d'une discrimination, irait dénoncer l'auteur auprès de l'administration¹³.

En fin de compte, le contact est donc un facteur de divergence entre les P et E de corruption. Mais il est commun aux P et E de la violence et de la discrimination, dont les signes coïncident.

Exposition aux médias

L'exposition aux médias n'est associée ni à la corruption perçue, ni à celle vécue. De ce point de vue, notre résultat se démarque de l'étude de Rose & Mischler (2010) en Russie, qui avaient trouvé un effet positif de la variable *Learn from media* sur la P et l'E de la corruption. Les sources d'informations alimentant les P sont ainsi probablement de nature différente à Madagascar (bouche à oreille, E d'autrui, rumeurs, etc.).

En contraste, toutes choses égales par ailleurs, un individu exposé aux médias est significativement plus susceptible de penser qu'il sera victime de criminalité les 12 prochains mois, avec un rapport de probabilités à 1,363. Celui-ci est aussi plus susceptible de dénoncer l'existence de discrimination dans le pays (odds ratio à 1,416). Cela traduit le rôle de l'information obtenue autrement que via une E personnelle dans la formation des P (ici via les médias). La variable de médias n'est d'ailleurs liée à aucune variable d'E personnelle. Cela confirme notamment la littérature et les théories autour du rôle de l'E indirecte ou du rôle des médias dans les opinions politiques (Doran et Burges, 2012 ; Flynn, 2017).

Le fait que l'E de discriminations ne soit pas liée à l'exposition aux médias nous informe que les deux

¹³ Mais très faible contact avec la justice (3,3 %) et la police (5,8 %) selon nos données.

mesures de discrimination ont finalement une part de différences dans les dimensions qu'elles captent, malgré leurs fortes corrélations. Ici donc, l'exposition aux médias est un facteur de divergence des P et de E pour la criminalité et les discriminations.

Autres sources d'hétérogénéité : Education et autres variables sociodémographiques

Un autre ensemble de caractéristiques, la plupart sociodémographiques, expliquent aussi les écarts potentiels. Nous les mentionnerons rapidement dans cette sous-section.

Nous observons que l'éducation est associée différemment à la P et à l'E. Elle est associée à une plus grande P de la corruption (odds ratio à 1,353 pour éducation secondaire), ainsi qu'à une plus grande P des discriminations (odds ratio à 1,365 et 1,763 pour éducation secondaire et tertiaire). Cependant, avoir atteint l'éducation tertiaire est associé à une probabilité moindre d'E de corruption (Odds ratio à 0,488) et de discrimination (0,520, mais faiblement significatif). Concernant la corruption, sa relation négative avec l'éducation, souvent retrouvée dans la littérature, est confirmée, mais ne l'est qu'avec l'E et non la P. Cela est aussi vérifié pour la discrimination. Par ailleurs, avoir atteint l'éducation supérieure réduit la probabilité perçue d'être victime de violence criminelle les 12 prochains mois (Odds ratio à 0,412). Les interprétations sont nombreuses¹⁴, mais il peut déjà être établi que l'éducation est un facteur robuste d'hétérogénéités entre P et E.

Nous trouvons enfin que le statut marital a un effet, notamment via le fait d'être en union libre. Ce statut a des effets contraires associés à l'E (-) et la P (+) de la violence criminelle ; similaires à celles de la discrimination (-); et n'expliquent que l'E de corruption (-). L'engagement associatif a des effets divergents sur l'E (+) et la P (-) de la corruption et uniquement sur l'E de criminalité (+) et de discrimination (+). Travailler dans le secteur public est associé (+) à l'E de corruption. Enfin, les ruraux sont moins susceptibles de trouver l'administration corrompue.

Limites et perspectives

Nous exposons dans cette section quelques limites et extensions possibles de notre approche. Bien qu'encourageante sur le plan de la compréhension des écarts entre P et E, cette étude se focalise sur un pays. Or, Abramo (2007) argumente qu'il existe des caractéristiques propres aux pays, notamment dans la formation des P. Nous prévoyons ainsi d'étendre cette analyse à d'autres pays d'Afrique subsaharienne afin de

¹⁴ L'éducation, développant une capacité d'analyse rationnelle et critique, permettrait d'avoir des perceptions plus fines et une moindre tolérance envers les actes immoraux. Elle inciterait la dénonciation de la corruption et

tester la validité externe de nos résultats. De plus, afin d'affiner la compréhension de ces écarts, nous prévoyons également pour la suite d'analyser les déterminants des profils « compliers » et « déviants » de chaque concept. Il sera aussi intéressant de voir dans quelle mesure les variables identifiées interagissent entre elles.

La causalité inverse entre les variables dépendantes et les variables d'intérêt est très probable, tout comme l'ont mis en évidence les interprétations multiples de chaque résultat. Cependant, comme nous l'avons précisé, cette étude ne s'attache qu'à étudier les corrélations, dans la mesure où notre intérêt était d'identifier les variables auxquelles les deux indicateurs sont liés. Aussi, concernant les éventuelles erreurs de mesure, le choix des variables d'E comme contrepartie objective peut être sujet à débat. Elles pourraient être suspectées d'être influencées par un biais de désirabilité sociale, comme a pu le démontrer Agerberg (2020). Cependant, à cela nous répondons que les mesures alternatives sur ces sujets sont rares et que les données semi-objectives d'E étaient à l'origine venues combler ce manque d'indicateurs factuels fiables (Gutmann *et al.*, 2020). De plus, Calvo *et al.* (2019) ont démontré que les réponses aux enquêtes GPS-SHaSA (public) n'étaient systématiquement pas plus positives que celles d'Afrobaromètre (indépendant). Ces derniers auteurs écartent ainsi la probabilité d'un biais lié à une peur de l'Etat. Toutefois, concernant l'E de la corruption administrative, il est possible que notre mesure ne capte que la petite corruption et que l'origine des écarts pourrait aussi se trouver là. La P pourrait mieux capter la grande corruption que l'E.

Enfin, concernant l'éventuel biais de variables omises, il serait intéressant de pouvoir contrôler par des caractéristiques individuelles inobservées, telles que la personnalité de l'individu. En effet, chaque individu pourrait avoir une manière différente de former un jugement ou de percevoir un risque. Cependant, une telle variable est encore une fois difficile à obtenir dans notre contexte. De futures études pourraient notamment songer à l'intégrer dans leurs modèles, ainsi qu'une dimension temporelle pour tester la persistance de ces résultats dans le temps.

Conclusion

Cet article méthodologique a permis de confirmer les faibles corrélations entre les perceptions (P) et les expériences (E) de la corruption, la violence criminelle et, dans une moindre mesure, les discriminations (coefficients de corrélation : 0,05 ; 0,08 et 0,43). De plus, il a pu identifier des variables qui expliqueraient l'origine potentielle de ces écarts. De la même manière,

des discriminations et d'avoir un avis plus modéré sur la probabilité d'être victime de criminalité.

nous avons également prouvé que ces mesures partageaient des informations communes. Cela signifie donc que les indicateurs sont à la fois valides et complémentaires. En effet, nous trouvons que des variables sont associées soit de manière opposée aux P et aux E, soit de manière similaire, soit non associées à un ou aucun indicateur. Nous avons analysé le contact et la confiance en l'administration, l'exposition aux médias et l'éducation. La confiance est un prédicteur commun des deux mesures de la discrimination (lien négatif). Cela est aussi le cas de la corruption, avec un lien négatif plus fort avec la P. Cependant, pour la violence criminelle, la confiance en l'administration est un facteur d'hétérogénéité entre les proxys (significativement négatif avec la P uniquement). Le contact avec l'administration est un facteur de divergence entre ces mesures de la corruption (non significatif avec la P). Mais le contact est commun aux P et E de la violence et de la discrimination, dont les signes positifs coïncident. L'exposition aux médias n'est positivement liée qu'à la P de la criminalité et les discriminations. Cette dernière apparaît ainsi, comme l'éducation dont les effets associés aux proxys sont divergents, comme un facteur robuste expliquant les écarts.

Nos résultats amènent ainsi à plusieurs recommandations. La première est de distinguer la P et

l'E dans l'étude des concepts ici étudiés. En effet, nous avons vu que ces indicateurs n'étaient pas toujours associés aux mêmes variables. Cela signifie que les phénomènes qu'ils captent sont partiellement différents et sûrement complémentaires. Cette recommandation est aussi une mise en garde aux différents acteurs (gouvernements, bailleurs, chercheurs, etc.) ne se focalisant que sur les indicateurs de P (ou uniquement d'E) pour prendre leurs décisions ou pour produire des classements ou des articles. Ainsi, toute étude mobilisant la P comme proxy de la corruption, de la criminalité ou de discrimination (ou tout autre concept) devrait se présenter en tant qu'analyse des perceptions (idem pour l'E). Cet article est aussi une invitation à prendre en compte les variables identifiées dans l'élaboration des questionnaires et dans l'analyse des opinions et des expériences citoyennes. Les tendances observées méritent des études plus approfondies. Par exemple, les corrélations fortes entre la discrimination perçue et vécue appellent à une discussion sur ses mesures et sur sa particularité comparée aux autres concepts. Enfin, d'autres caractéristiques, certaines surprenantes, sont également apparues, telles que (entre autres) le statut marital ou l'engagement associatif. Nous considérons qu'elles pourraient faire l'objet d'investigations ultérieures sur leur rôle dans la formation des opinions.

Références bibliographiques

- Abramo C. W. (2008)**, “How Much Do Perceptions of Corruption Really Tell Us?”, *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, Vol. 2, 2008-3.
- Africa Union (2014)**, *Agenda 2063: The Africa we want*, Addis Ababa: Africa Union.
- Agerberg M. (2020)**, “Corrupted Estimates? Response Bias in Citizen Surveys on Corruption”, *Political Behavior*, pp. 1-26.
- Ambrey C. L., C. M. Fleming and M. Manning (2014)**, “Perception or Reality, What Matters Most When it Comes to Crime in Your Neighbourhood?”, *Social Indicators Research*, 119(2), pp. 877–896.
- Auer D. and D. Ruedin (2019)**, “Who Feels Disadvantaged? Reporting Discrimination in Surveys”. In I. Steiner and P. Wanner (Eds.), *Migrants and Expats: The Swiss Migration and Mobility Nexus*, pp. 221–242.
- Barton M. S., F. Weil, M. Jackson and D.A. Hickey (2017)**, “An investigation of the influence of the spatial distribution of neighborhood violent crime on fear of crime”, *Crime & Delinquency*, 63(13), pp. 1757-1776.
- Bertrand M. and S. Mullainathan (2001)**, “Do people mean what they say? Implications for subjective survey data”, *American Economic Review*, 91(2), pp. 67-72.
- Brinbaum Y., M. Safi and P. Simon (2018)**, “Discrimination in France: Between Perception and Experience”, In C. Beauchemin, C. Hamel and P. Simon (Eds.), *Trajectories and Origins: Survey on the Diversity of the French Population*, pp. 195–222.
- Calvo T., M. Razafindrakoto and F. Roubaud (2019)**, “Fear of the state in governance surveys? Empirical evidence from African countries”, *World Development*, 123, 104609.
- Cling J., M. Razafindrakoto et F. Roubaud (2016)**, « L'ODD16 sur la gouvernance et sa mesure : L'Afrique en tête », *Afrique contemporaine*, 2(2), pp. 73-93.
- Donchev D. and G. Ujhelyi (2014)**, “What Do Corruption Indices Measure?” *Economics & Politics*, 26(2), pp. 309–331.

- Doran B. J. and M.B. Burgess (2012)**, “Putting Fear of Crime on the Map: Investigating Perceptions of Crime Using Geographic Information Systems”, *Springer Series on Evidence-Based Crime Policy*. New York, NY: Springer.
- Duncan A., A. Mavisakalyan and Y. Tarverdi (2019)**, “Self-assessed vs. statistical evidence of racial discrimination: The case of indigenous Australians”, *Applied Economics*, 51(12), pp. 1232–1247.
- Lavallée E., M. Razafindrakoto and F. Roubaud (2008)**, “Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa”, CSAE Conference 2008 - Economic Development in Africa, 2008, Oxford, United Kingdom.
- Flynn D. J., B. Nyhan and J. Reifler (2017)**, “The Nature and Origins of Misperceptions: Understanding False and Unsupported Beliefs About Politics”, *Political Psychology*, 38(S1), pp. 127–150
- Gimpelson V. and D. Treisman (2018)**, “Misperceiving inequality”, *Economics & Politics*, 30(1), pp. 27–54
- Gründler K. and S. Köllner (2017)**, “Determinants of governmental redistribution: Income distribution, development levels, and the role of perceptions”, *Journal of Comparative Economics*, 45(4), pp. 930–962.
- Gutmann J., F. Padovano and S. Voigt (2020)**, “Perception vs. experience: Explaining differences in corruption measures using microdata”, *European Journal of Political Economy*, 65.
- Independent Expert Advisory Group (2014)**, *A World that Counts: Mobilising the Data Revolution for Sustainable Development*, Report for the Secretary General of the United Nations, New York.
- Institut National de la Statistique (2019)**, Troisième recensement général de la population et de l’habitation-RGPH-3. Résultats Provisoires, Institut National de la Statistique, Antananarivo.
- Jahedi S. and Méndez F. (2014)**, “On the advantages and disadvantages of subjective measures”, *Journal of Economic Behavior & Organization*, 98, pp. 97–114.
- Kahneman D. (2011)**, *Thinking, fast and slow*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
- Kaufmann D., A. Kraay and M. Mastruzzi (2006)**, “Measuring governance using cross-country Ps data”, *International handbook on the economics of corruption*, 52.
- Kraus M. W., I. N. Onyeador, N. M. Daumeyer, J. M. Rucker and J. A. Richeson (2019)**, “The Misperception of Racial Economic Inequality”, *Perspectives on Psychological Science*, 14(6), pp. 899–921.
- Melgar N., Rossi M., & Smith T. W., (2010)**. The perception of corruption, *International Journal of Public Opinion Research Vol. 22 No. 1*, doi:10.1093/ijpor/edp058
- Mo Ibrahim Foundation (2019)**, African governance report. *Agenda 2063 & 2030: Is Africa on track?* Mo Ibrahim Foundation.
- Morris S. D. and J. L. Klesner (2010)**, “Corruption and Trust: Theoretical Considerations and Evidence From Mexico”, *Comparative Political Studies*.
- Olken B. A. (2009)**, “Corruption perceptions vs. Corruption reality”, *Journal of Public Economics*, 93(7), pp. 950–964.
- Perdomo V. and C. J. Vilalta (2013)**, “Determinant Factors in the P of Crime-Related Insecurity in Mexico”, In *IDB Publications (Working Papers)* (No. 4237; IDB Publications (Working Papers)). Inter-American Development Bank.
- Qu, G., Slagter, B., Sylwester, K., & Doiron, K. (2019)**. “Explaining the standard errors of corruption perception indices”. *Journal of Comparative Economics*, 47(4), 907–920.
- Razafindrakoto M. and F. Roubaud (2010)**, “Are International Databases on Corruption Reliable? A Comparison of Expert Opinion Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa”, *World Development*, 38(8), pp. 1057–1069.
- Razafindrakoto M., F. Roubaud et J.-M. Wachsberger (2017)**, *L’énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Synthèses. Marseille: IRD Éditions/AFD.
- Razafindrakoto M. and F. Roubaud (2018)**, “Responding to the SDG16 Measurement Challenge: The Governance, Peace and Security Survey Modules in Africa”, *Global Policy*, 9(3), pp. 336–351
- Rose R. and W. Mishler (2010)**, “Experience versus Perception of corruption: Russia as a test case”, *Global Crime*, 11(2), pp. 145–163.
- Sacco V. F. (1993)**, “Social Support and the Fear of Crime”, *Canadian Journal of Criminology*, 35, 187.

Treisman, D. (2007), “What have we learned about the causes of corruption from ten years of cross-national empirical research?”, *Annual Review of Political Science*, 10, pp. 211-244.

UNSD and Praia Group (2020), Handbook on Governance Statistics, *UNSD: New York*.

Annexe

Tableau 3
Hétérogénéités et prédicteurs communs

VARIABLES	(1) Per_Corr	(2) Exp_Corr	(3) Per_Crim	(4) Exp_Crim	(5) Per_Discr	(6) Exp_Discr
Confiance administration	0,285*** (0,0425)	0,593*** (0,116)	0,431*** (0,0533)	0,820 (0,139)	0,539*** (0,0731)	0,561*** (0,0684)
Femme	0,806 (0,112)	1,165 (0,278)	0,975 (0,125)	0,821 (0,167)	0,871 (0,154)	0,867 (0,188)
Rural(e)	0,670** (0,106)	1,292 (0,272)	1,276 (0,272)	0,945 (0,195)	0,824 (0,116)	0,818 (0,133)
[Référence : 18-24 ans]						
25-44	0,948 (0,131)	1,202 (0,248)	0,933 (0,122)	1,039 (0,193)	0,849 (0,109)	1,148 (0,205)
45-59	0,886 (0,172)	1,091 (0,288)	0,888 (0,142)	1,002 (0,231)	0,783* (0,110)	1,212 (0,235)
60 et plus	0,842 (0,160)	1,042 (0,274)	0,856 (0,158)	0,762 (0,181)	0,735* (0,134)	0,736 (0,183)
[Référence : Non scolarisé]						
Primaire	1,141 (0,136)	0,847 (0,170)	0,804* (0,0938)	0,965 (0,198)	1,096 (0,131)	0,962 (0,127)
Secondaire	1,353** (0,203)	0,745 (0,180)	0,775* (0,101)	0,859 (0,197)	1,365** (0,193)	1,168 (0,194)
Tertiaire	1,281 (0,499)	0,488** (0,174)	0,412*** (0,101)	0,951 (0,350)	1,763** (0,408)	0,520* (0,206)
[Référence : Marié(e)]						
Union libre	0,696 (0,185)	0,478** (0,177)	2,789*** (0,753)	0,299*** (0,138)	0,371*** (0,0890)	0,624** (0,133)
Célibataire	0,514*** (0,127)	0,207*** (0,0713)	0,927 (0,203)	0,870 (0,293)	1,311 (0,306)	1,168 (0,352)
Divorcé(e)	0,972 (0,189)	0,648 (0,219)	0,864 (0,149)	0,810 (0,230)	0,959 (0,204)	1,071 (0,252)
Veuf(ve)	1,109 (0,184)	0,828 (0,273)	1,043 (0,175)	0,727 (0,207)	1,302 (0,254)	2,249*** (0,544)
[Référence : 1er quartile]						
2ème quartile	1,288* (0,174)	0,967 (0,222)	1,200 (0,142)	1,184 (0,209)	0,797* (0,0941)	0,810 (0,127)
3ème quartile	0,960 (0,126)	0,953 (0,209)	1,214 (0,143)	1,370 (0,265)	0,825 (0,114)	0,802 (0,149)
4ème quartile	1,120 (0,158)	1,226 (0,276)	0,926 (0,126)	0,865 (0,184)	0,802 (0,128)	0,742* (0,134)
Taille du ménage	1,015 (0,0236)	0,910** (0,0406)	1,010 (0,0265)	1,010 (0,0360)	0,984 (0,0229)	0,973 (0,0308)
[Reference : Chef de ménage]						
Epoux(se) du CdM	1,188 (0,184)	0,594* (0,170)	1,003 (0,132)	1,011 (0,230)	1,106 (0,207)	1,176 (0,268)
Enfant du CdM	1,228 (0,228)	3,597*** (1,199)	0,892 (0,212)	1,500 (0,470)	0,925 (0,199)	1,280 (0,281)
Parent du CdM	0,833 (0,297)	1,346 (1,021)	0,887 (0,339)	1,096 (0,811)	0,481* (0,203)	0,719 (0,447)
Autre famille du CdM	1,834 (0,723)	2,855** (1,316)	1,517* (0,376)	0,745 (0,328)	0,710 (0,240)	0,995 (0,377)
Sans lien familial avec CdM	1,132 (0,450)	0,635 (0,703)	0,761 (0,381)	1,089 (0,690)	1,153 (0,711)	1,734 (0,949)
Secteur public	1,211 (0,303)	2,093** (0,703)	0,829 (0,178)	1,415 (0,518)	1,009 (0,187)	1,312 (0,307)
[Référence : FJKM protestant(e)]						
FLM luthérien(ne)	0,834	0,817	1,222	1,145	0,736	1,330

	(0,174)	(0,275)	(0,264)	(0,315)	(0,178)	(0,316)
Anglican(e)	2,539***	1,148	1,097	1,238	0,882	0,987
	(0,698)	(0,422)	(0,383)	(0,500)	(0,232)	(0,320)
Adventiste	1,881	3,056*	0,363**	0,757	1,444	2,334
	(0,756)	(1,996)	(0,166)	(0,396)	(0,523)	(1,505)
Autre protestant(e)	1,305	0,648	1,112	1,354	0,748	1,353
	(0,256)	(0,182)	(0,311)	(0,411)	(0,152)	(0,335)
Catholique	1,006	0,719*	0,962	0,826	0,973	1,183
	(0,149)	(0,134)	(0,119)	(0,154)	(0,132)	(0,192)
Musulman(e)	1,182	0,727	1,219	0,460	1,301	1,216
	(0,547)	(0,441)	(0,413)	(0,340)	(0,352)	(0,340)
Croyances traditionnelles	1,047	0,418***	1,187	0,795	0,768	1,057
	(0,189)	(0,134)	(0,236)	(0,324)	(0,157)	(0,304)
Autre religion	0,768	0,539*	0,965	0,485**	1,140	1,715***
	(0,144)	(0,186)	(0,232)	(0,158)	(0,220)	(0,337)
Engagement associatif	0,726***	1,619***	1,152	1,281*	1,146	1,209**
	(0,0802)	(0,235)	(0,141)	(0,183)	(0,118)	(0,110)
Exposition aux médias	1,208	1,296	1,363**	1,139	1,416***	1,104
	(0,167)	(0,256)	(0,198)	(0,212)	(0,184)	(0,164)
	1,075		1,649***	1,505***	1,394**	1,544***
Contact avec l'administration	(0,130)		(0,190)	(0,231)	(0,195)	(0,202)
Effets fixes Région	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Constant	4,744***	0,253***	0,539*	0,109***	2,907***	0,203***
	(1,776)	(0,122)	(0,183)	(0,0485)	(0,937)	(0,0851)
Observations	7161	4874 ^(a)	7161	7160	7161	7161
Prob>F	0	0	0	0	0	0
Pseudo R2	0,153	0,117	0,126	0,093	0,210	0,110

Erreurs standards robustes entre parenthèses.

*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$

Note : Coefficients exprimés en odds ratio.

^(a) Individus ayant été en contact avec l'administration les 12 derniers mois précédents l'enquête.

Source : Calculs des auteurs ; GPS-SHaSA, INSTAT, Dial-IRD.

Tableau 4
Caractéristiques individuelles

Variable	Moyenne	Ecart-type
Femme (%)	0,51	0,50
Rural (%)	0,75	0,43
Classe d'âge (%)		
18 - 24 ans	0,21	0,41
25 - 44 ans	0,45	0,50
45 - 59 ans	0,22	0,41
60 ans et plus	0,12	0,32
Niveau d'éducation (%)		
Non scolarisé	0,20	0,40
Primaire	0,49	0,50
Secondaire	0,28	0,45
Universitaire	0,04	0,18
Contact avec l'administration en général	0,68	0,47
Confiance envers l'administration en général	0,59	0,49
Revenus d'activité (Ariary)	80,44	161,22
Secteur d'activité (%)		
Secteur Public	0,03	0,16
Secteur Privé formel	0,04	0,20
Secteur privé informel	0,82	0,38
Ménage (ex. Femme de ménage)	0,003	0,06
Chômeur ou inactive	0,10	0,31
Participation associative et sociale	0,51	0,50
Statut matrimonial (%)		
Marié	0,62	0,49
Union libre	0,04	0,20
Célibataire	0,18	0,39
Divorcé	0,09	0,28
Veuf	0,07	0,25
Taille du ménage (personne)	4,82	2,23

Lien de parenté (%)		
Chef du ménage	0,46	0,50
Epouse/Epoux du chef	0,32	0,47
Fils/Fille du chef	0,16	0,37
Parents du chef	0,01	0,08
Autres parentés avec le chef	0,05	0,23
Sans lien de parenté avec le chef	0,002	0,04
Aides familiales du ménage	0,002	0,05
Religion (%)		
FJKM (protestant)	0,23	0,42
FLM (Luthérien)	0,12	0,33
Anglican	0,01	0,10
Adventiste	0,01	0,11
Autre protestant	0,05	0,22
Catholique	0,33	0,47
Musulman	0,01	0,12
Religion traditionnelle	0,16	0,37
Autres religions	0,07	0,25
Exposition aux médias (%)	0,38	0,48

Source : Calculs des auteurs. GPS-SHaSA, INSTAT, Dial-IRD.